



le jour d'après a commencé !

n°1 - 23 avril 2020

REPRENONS LE POUVOIR AUX ACTIONNAIRES !

BAS LES MASQUES, LES CRIMINELS !

Avec la pandémie, le pays tout entier découvre la pénurie abyssale de masques indispensables pour se protéger. Sur les aéroports chinois, les clients se livrent à des batailles effrénées pour obtenir à prix d'or les cargaisons de masques. Après avoir nié la pénurie, le gouvernement Macron-Philippe prétend qu'il était impossible de prévoir le besoin en masques. Faux ! La pénurie résulte de choix politiques délibérés.

En 2018, les salarié.e.s de l'usine de fabrication de masques à Plaintel (22) avec leurs sections syndicales CGT et CFDT se battent pour le maintien du site de

production industrielle et en appellent au Président de la République et à son ministre de l'économie qui ne daigneront pas leur répondre. L'usine ferme, les salarié-es sont licencié-es, les machines sont envoyées à la casse.

L'histoire de cette usine est typique de l'évolution du capitalisme.

DE L'ARTISANAT À LA MONDIALISATION FINANCIARISÉE

L'entreprise artisanale familiale (Giffard) de fabrication de chapeaux installée à Saint Briec passe au masque respiratoire dans les années 60. La demande d'EPI (Équipements de Protection Individuels : règlements de sécurité au travail oblige) étant forte, l'usine déménage à Plaintel (années 80) et se modernise :

« Toujours plus gros » : la firme est rachetée par des groupes concentrés successifs (Blison, Dalloz, Bacou-Dalloz) et internationalisés (48 sites en Europe et Afrique pour bénéficier d'économies d'échelle).

Devant l'alerte de la grippe aviaire en 2005, l'État, responsable, signe un contrat de 5 ans avec la firme, assurant des commandes de plus de 180 millions de masques / an et un calendrier précis). C'est l'âge d'or des investissements et des embauches, jusqu'à 300 salarié-es : « on avait 8 machines, dont 5 supplémentaires et on travaillait 24h/24, 7j/7 ».

L'alerte passée, l'État s'est désengagé avec une chute des commandes et le non-renouvellement des stocks périmés.

Le groupe US Honeywell rachète le groupe et les ennuis commencent : pour assurer une rente aux actionnaires (+ 9 % pour les dividendes), sont mis en oeuvre

NON À LA RÉPRESSION !

Anthony Smith, inspecteur de travail dans la Marne, responsable CGT et militant d'Ensemble! est mis à pied à titre conservatoire en attente d'une sanction.

Son tort ? Avoir fait son travail en demandant à l'employeur d'une structure d'aide à domicile de mettre des masques de protection et d'autres équipements de protection individuelle à disposition des aides à domicile alors même que des salarié-es de l'association ont été hospitalisé-es et plusieurs autres en arrêt pour suspicion de COVID 19.»

Voilà la réalité du gouvernement Macron-Philippe : envoyer un signal aux entreprises pour travailler coûte que coûte sans craindre un contrôle de l'inspection du travail. Le jour d'après se vit maintenant.

La pétition pour l'abandon des poursuites :

<https://www.change.org/p/muriel-p%C3%A9nicaud-abandon-des-poursuites-contre-anthony-smith>



ensemble!

mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire

contact : ensemble-lejourdapres@mailo.com



Une initiative des collectifs d'Ensemble! de l'Ain, des Alpes Maritimes, du Calvados, des Côtes d'Armor, du Doubs, des Hautes Alpes, de Saône et Loire et de militant-es des Bouches-du-Rhône, du Finistère, du Gard, d'Ille-et-Vilaine, de Paris 11, de Paris 20, du Rhône, de Seine Saint Denis, du Var et de l'Yonne (d'autres collectifs et militant-es se joindront à nous au fur et à mesure).

divers plans de licenciements et délocalisation en Tunisie, management « moderne » : aucun investissement, aucune R et D, « lean management » (ou usine maigre), zéro-stock, donc zéro-commandes. Ce conglomérat visait d'autres marchés plus rentables (aérospatiale, domotique, services aux communes ...) et avait, dès le départ, programmé sa fermeture : « on était des pions dans un jeu de Monopoly ».

Le 26 mars 2020, dans un communiqué, l'Union syndicale Solidaires 22 dénonce publiquement le scandale d'Etat que représente la fermeture de l'usine Honeywell qui, a largement bénéficié des aides de l'Etat pour financer les 8 plans sociaux lui permettant de se débarrasser de plusieurs centaines de salariés.

Aujourd'hui plusieurs ancien-es salarié-es plaident pour que l'usine reprenne du service à travers une Société Coopérative d'Intérêt Collectif. Une intersyndicale Solidaires-CGT-FSU soutient les salarié.e.s et en appelle au préfet pour organiser une table ronde mettant en présence tous les acteurs possibles de la SCIC (Etat, Collectivités territoriales, salarié.e.s).

BRIGADES DE SOLIDARITE POPULAIRE

Mouvement né il y a quelques semaines, qui implique maintenant près de 200 personnes en région parisienne et aussi des sections à Nantes, Marseille et Lyon. L'idée est d'organiser une solidarité populaire autogérée, en fournissant des paniers-repas, des produits d'hygiène ou du matériel de protection à des personnes particulièrement vulnérables en cette période de confinement. Des permanences sont organisées qui permettent de collecter des denrées redistribuées dans les foyers de travailleur-euses sans-papiers... Tout en respectant scrupuleusement les règles d'hygiène, afin de ne pas contribuer à la propagation du virus.

La page Facebook:

<https://www.facebook.com/BrigadesSolidaritePopulaire/>

Cagnotte des brigades de solidarité populaire de l'Ile-de-France :

https://www.lepotsolidaire.fr/pot/ebnv1fg9?fbclid=IwAR3nxxGS5uzXDcVS6m_y_LezXxb1h6KEjivliyoLjg1Hm1Hkr9LuSshq7k

Ensemble! c'est quoi ?

Ensemble ! est un mouvement politique à l'échelle nationale.

Notre objectif est de contribuer, avec d'autres, à refonder de nouvelles perspectives de transformation de la société : agir pour une alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste, altermondialiste en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, créer un outil pour l'auto-organisation et l'autogestion, l'unité populaire et l'émancipation.

VIRER LES ACTIONNAIRES - POURQUOI ET COMMENT S'EN PASSER ? - B. BORRITS

Une politique sociale et écologique sérieuse doit exproprier les actionnaires pour laisser place à des entreprises autogérées par leurs salarié-es, les usager-es et les citoyen-nés.

Une nouvelle définition de la démocratie se dessine : une rencontre permanente entre des travailleur-euses et des usager-es ou citoyen-nés pour décider et réaliser ensemble.

Ce livre se conclut sur l'amorce d'un programme de transformation qui conjugue des mesures sociales et écologiques avec une stratégie d'éviction des actionnaires. Ce programme, adapté à un pays de la zone euro, intègre divers scénarios liés à cette situation.



PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN ICI ET MAINTENANT !

Ce combat mené par les ancien-nés salarié-es et l'intersyndicale des Côtes d'Armor s'inscrit dans l'ensemble des actions menées par les salarié-es et les citoyen-nés de ce pays qui s'auto-organisent pour faire face à la pire crise sanitaire depuis un siècle. Cette pandémie nous montre une chose : ce système capitaliste n'est pas capable de faire face à une demande rapide de matériel, de produits sanitaires.

L'intervention des citoyen-nés, des salarié-es est nécessaire pour mettre en œuvre des productions socialement utiles .

Pour briser les chaînes mondialisées de production, les entreprises situées en France et susceptibles de produire des médicaments et matériels sanitaires doivent faire l'objet de réquisition et de réorientation relocalisée de leurs productions sur des modèles publics et coopératifs.

AUX SALARIÉ·ES ET AUX CITOYEN·NES DE DÉCIDER DES CHOIX PRODUCTIFS !

Interview de Serge Le Quéau, militant d'Attac et de l'Union syndicale Solidaires des Côtes d'Armor, sur ce projet :

<https://france.attac.org/se-mobiliser/que-faire-face-au-coronavirus/article/face-a-la-penurie-de-masques-un-projet-de-cooperative-de-production>

Pour en savoir plus:

Article de M Blin sur le site d'Ensemble 22
<http://www.ensemble22.org/blog/nouvelles-locales/une-histoire-banale-l-usine-de-masques-honeywell-a-plaintel.html>